

Lettre de coeur d'Emmanuelle Gave, directrice de l'Institut des Libertés

Chers Amis et lecteurs,

Depuis une semaine et quoique je fasse, quelles que soient les méthodes logiques ou raisonnables que j'emploie pour essayer de reprendre la main sur un *story telling* nauséabond à mon endroit, je suis enfoncée encore plus profondément par une meute aux abois, sans relâche.

A tel point qu'à dire vrai, à ce stade, j'abandonne toute raison et je vais pour écrire avec mon cœur.

Mon cœur de maman tout d'abord qui saigne quand ma fille de 16 ans rentre de chez son petit ami de confession juive, hier, dimanche qui lui a demandé « *Alors comme ça mon père a dit que ta mère était antisémite* ». Moi, Emmanuelle Gave qui ait TOUJOURS défendu Israël et d'aussi loin que je me souviens. C'est un fait et c'est ainsi. Cela n'a pas à être bien ou mal, c'est la personne que je suis. Mes frères et sœurs sont aussi ainsi et du reste mon frère est aujourd'hui marié à une Israélienne.

Tout a commencé par des allégations de présence, dans les locaux où je travaille,

de « *caricatures antisémites* » (version du 11 février en ligne du journal L'opinion) à « *Antisémitisme Russe* » pour finir par un conditionnel « *qui seraient peut-être (sic) des caricatures antisémites* ». Preuve de l'extrême compétence d'une journaliste qui commence par accuser avant de s'interroger. Il aurait mieux fallu faire le contraire. A vrai dire, cette approximation pourrait être divertissante si elle ne sous-tendait l'envie de me salir, quitte à tronquer la réalité.

Rétablissons les faits: ces caricatures m'ont été offertes par un ami qui me les avaient rapportées de Moscou. Ces caricatures représentent le grand capital à la manière Russe de 1919, sont signées de Lénine et disent, en substance (Cyrillique traduit) : « *Sur chaque dollar, il y a de la boue et du sang* ».

Leur présence dans nos bureaux témoigne de la folie du communisme et d'un peu d'auto-dérision de la part de la fille d'un homme d'affaire. Cela est rappelé dans chacun des articles qui me sont consacrés. Il aurait été simple de m'interroger sur leur sens plutôt que de proférer ces accusations grotesques d'antisémitisme.

Concernant les visées négationnistes que l'on me porte, là aussi le débat est abject et ridicule. Je suis avocat. En tant qu'avocat il m'importe de me servir du droit afin de combattre, dans un cadre donné, les adversaires à la Nation qui tenteraient de remettre en cause par des visées négationnistes, ce qui sous-tend notre cohésion nationale. Ce qu'Ernest Renan appelait à juste titre « *la volonté de vivre ensemble* ».

Simone Veil, dans une vidéo que vous pouvez trouver sur le site de L'INA du 20 juin 1996 face à l'abbé Pierre en minute 3.48, et je cite in extenso, disait :

« Ce que je voudrais quand même dire c'est que la loi Gayssot (la loi qui interdit de nier l'extermination des juifs), (ie la solution finale), est une erreur parce qu'on a l'air de vouloir cacher des choses, or, on n'a rien à cacher.

L'Histoire, elle est flagrante. Il ne faut pas empêcher les historiens de

travailler ».

-

Ainsi s'exprimait Simone Veil en 1996 sur la loi Gayssot. Si je reprends donc la logique de mes détracteurs, on viendrait aujourd'hui me reprocher de tenir la même position juridique que Simone Veil ? Est-ce donc là ce que l'on me reproche en matière de négationnisme ?

Je persiste et signe. Comme beaucoup d'Historiens, de Juristes, de politiques, je considère avec réserve l'efficacité des lois mémorielles qui n'existent que dans peu de pays et dont l'efficacité doit pouvoir être librement discutée sans être taxée de « négationniste », ce qui est odieux. Comment peut-on effectuer un tel raccourci sur des sujets aussi graves, sauf à user de procédés staliniens d'une immense malhonnêteté intellectuelle.

Mon attachement à la lutte contre le négationnisme, à la vérité de la Shoah, mon combat pour Israël pour la mémoire est non seulement réel mais il est constant. J'ai toujours été « un vieux juif blonde ».C'est ainsi. On comprend donc à quel point je vis mal ces accusations.

Aujourd'hui, la violence politique des attaques que je subis, leur orchestration moutonnaire et sans la moindre vérification, me laisse justement à penser que derrière le tout petit bourgeon politique que je suis, c'est aussi le potentiel que je pourrai représenter dans cette lutte que l'on cherche à atteindre.

Ainsi, quand le sénateur PS, Rachid Temal se permet de dire sur C8, le 15 février 2019 « *Le père, il y a quelqu'un qui soutient le grand remplacement quant à la fille, elle a dit qu'il fallait s'interroger sur la liberté d'expression qui devrait pouvoir s'étendre jusqu'à la réfutation de la Shoah* ».

C'est un homme politique, élu de la Nation, qui ose tenir ce genre de propos de caniveau, car il n'y a pas d'autres mots, sur une chaîne de grande diffusion, à une

heure de grande écoute.

Ce monsieur ose sortir de son contexte un tweet sur lequel je me suis expliquée plus haut, en citant la rationalité de Simone Veil afin de me faire passer pour l'exacte opposée de ce que je suis. C'est inacceptable. Et c'est pour cette raison que ce monsieur va être poursuivi en diffamation.

Il serait peut-être temps que les hommes politiques se souviennent qu'ils ont été appelés pour servir la Nation et non pas pour mener un combat d'invectives et de mensonges dans forces médias accoutumés désormais à ce genre de traitement.

Dans cette droite ligne, il est faux d'écrire ou de dire, comme le fait monsieur le Sénateur Rachid Témal que mon père, Charles Gave ou moi-même serions adeptes du « grand remplacement » ou même de la « re immigration. »

Deux choses :

- Je mets QUICONQUE au défi de trouver dans mes propos, ou ceux de mon père, une référence au « Grand remplacement ». Jamais nous n'avons évoqué cette thèse de Monsieur Renaud Camus, ni l'un ni l'autre.
- La seconde, concernant les allégations de re-immigration que nous porterions, l'un comme l'autre, voilà encore une fausseté des plus honteuses. En effet, mettre fin à l'immigration **illégale et j'insiste sur ce terme en tant que femme de droit que je suis**, est une chose, mais pardon, vouloir nous faire dire que nous prônerions un re immigration, par je ne sais quel biais du reste, tant la chose me paraît absurde, en est une autre que je ne saurais laisser dire et écrire !

Si je devais résumer les attaques qui me sont portées à ce jour, je serai donc, antisémite, négationniste, « aux yeux gris », homophobe, raciste, adepte du grand remplacement, fille à papa et incompétente en tous points.

Et comme je suis « homophobe », je précise que j'ai soigné mon oncle, qui nous a quitté du SIDA en 1996 et ce, sans jamais porter aucun jugement sur sa sexualité qui ne regardait que lui.

Avilir son adversaire politique par les attaques ad hominem, sans chercher le débat d'idées, est la preuve flagrante d'une démocratie racornie où tout est permis, tout est encouragé.

La calomnie tient lieu de raisonnement, la salissure tient lieu de combat.

Le respect de l'adversaire n'est plus.

.Je me suis engagée en politique pour, précisément, ne pas reproduire selon ces codes, pour agir, et non pour disqualifier. Je continuerai.

Emmanuelle Gave

Entretien d'Emmanuelle Gave dans Monde et vie : “Macron, un libéral à l'américaine”

[Téléchargez le numéro en question.](#)

Emmanuelle Gave est avocate. Fille de Charles Gave, l'économiste bien connu, elle est à l'origine de l'Institut des libertés, qui diffuse la pensée de son père. Libérale, elle comprend les Gilets jaunes et critique son homonyme Emmanuel Macron, pourtant réputé lui-même libéral. Elle vient d'annoncer sa participation à la liste de Nicolas Dupont-Aignan pour les élections européennes de 2019. Sa contribution au débat politique s'annonce d'ores et déjà de grande qualité. Jugez-en.

Alors ça y est : vous vous lancez en politique ?

C'est effectivement la première fois qu'avec Nicolas Dupont Aignan, je me lance dans la politique, sur le terrain. Cette décision est radicale. Mes deux filles ont seize et dix-sept ans, il faut que je les laisse voler de leurs propres ailes, elles n'ont plus besoin de moi. Je ne suis pas du tout une politicienne professionnelle, je viens de la vie civile. Mon envie en politique, c'est de représenter les gens normaux. Je viens d'une famille de serviteurs de l'État. Je veux être au service des gens, avec le pragmatisme d'une femme et les solutions que j'ai acquises par mon éducation libérale. Par ailleurs, le moment est particulier : nous sommes à un tournant de l'histoire politique du pays, après avoir assisté à la captation judiciaire de François Fillon et à la montée artificielle de Macron.

Captation judiciaire, qu'entendez-vous par là ?

Avec ce Parquet National Financier, créé par François Hollande et qui ne dépend de personne, on s'oriente vers un certain gouvernement des juges, qui pour l'instant ne s'en est pris, il faut bien le constater, qu'à l'Opposition. Je ne suis pas une aficionada de Marine Le Pen, mais la manière dont, par décision de justice, deux

millions d'euros alloués au Rassemblement national, ont été captés à la source, de façon préventive, avant tout jugement, cela relève clairement de la persécution politique. Il est toujours dangereux d'imaginer de telles juridictions, qui, qu'on le veuille ou non, fonctionnent comme des juridictions d'exception, en maîtrisant souverainement le temps de leur intervention.

Et que pensez-vous rétrospectivement de l'ascension d'Emmanuel Macron ?

Elle provient de la volonté d'un petit milieu d'oints du Seigneur, qui se sont choisis un champion à qui ils ont fait porter leurs couleurs. C'est la première fois qu'un président de la République est élu sans aucun mandat électoral. C'est un pur apparatchik. On a remplacé des énarques de 60 ans par un énarque de 40 ans, qui, depuis le début de son mandat apparaît souvent comme un amateur, en jouant d'une sur communication (comme dans l'affaire des Gilets jaunes), en prenant des poses, en cultivant un maquillage facile, qui s'efface à la première occasion. Regardez l'un des derniers épisodes : il devait aller skier dans les Pyrénées, on le retrouve à Saint-Tropez, il n'a pas pu s'en empêcher. Ce qui est très frappant, c'est que malgré sa soi-disant pensée complexe ou peut-être à cause d'elle, parce qu'il ne sait pas choisir, il n'a aucune vision et il compense cette absence de vision par une morgue invraisemblable, une fatuité qu'avaient déjà remarqué les députés présents pour le vote des lois Macron et El Khomri, sous François Hollande. Il prend les gens pour des moins que rien. Je crois que le peuple l'emmerde... Regardez ses vœux : il a dit : « Je veux la vérité » et lui-même ne sait qu'entretenir le flou de l'affaire Benalla qui redémarre. « Je veux le respect ». Il ne respecte pas les Gilets jaunes, embastillant Eric Drouet sans motif légal et laissant se dérouler 800 gardes à vue, sans que ces 800 GAV ne débouchent sur une seule condamnation. Le régime du respect dont se vante notre Président est en réalité le régime de l'arbitraire dans de telles circonstances. En tant que mère de famille, j'ai été habituée à une vertu : l'exemplarité. En lieu et place, avec Emmanuel Macron, on a un système qui est aujourd'hui ce que Versailles représentait au moment où se déclenche la Révolution française.

Vous parliez à l'instant de votre éducation libérale... Vous faites allusion au rôle que vous jouez depuis plusieurs années auprès de votre

père, Charles Gave, que nous avons reçu plusieurs fois ici à Monde&Vie. Vous êtes par exemple à l'origine de l'Institut des libertés ?

Disons que ma première formation est juridique ; j'ai souhaité me donner ensuite cette éducation libérale, dans une acception humaniste, avec des analystes du passé comme Frédéric Bastiat, Alexis de Tocqueville ou Jean-Baptiste Say. Plus précisément aujourd'hui je suis monétariste de l'école de Milton Friedman et des Chicago boys. Friedman n'est pas mon dieu, mais il dit des choses très bien et d'abord cette intuition de bon sens qu'il martèle : la croissance vient des entrepreneurs. Ils prennent des risques, c'est leur métier. Il faut les laisser travailler. Cela suppose d'empêcher la captation fiscale, pour que les entrepreneurs soient rémunérés à hauteur des dits risques. Cela suppose aussi que l'on ne pratique pas ce que Keynes appelle l'euthanasie du rentier, quand, dans un système donné, les petits épargnants se retrouvent avec des taux d'intérêts tellement bas que cela ne vaut plus la peine de mettre de côté quoi que ce soit. L'épargne n'est plus rétribuée, c'est la mort du petit épargnant. Mais, en même temps, ne nous leurrions pas, cela fait les affaires des très gros qui peuvent se permettre toutes les spéculations, Ils empruntent sans intérêt et vivent de leurs dettes, en rachetant leurs concurrents. L'un des spécialistes de ce système est Patrick Drahi, le patron de SFR qu'a tant aidé M. Macron et qui littéralement vit d'une dette de 50 milliards d'euros. C'est ce que l'on appelle le capitalisme de connivence : j'emprunte sans intérêts grâce à mes amis et je deviens un homme important que l'on respecte à hauteur de sa dette. Évidemment pour raisonner de cette façon, il faut être dans le très haut du panier.

Avec cette finesse d'analyse, vous vous voyez au moins ministre de l'Économie ?

Alors écoutez, je suis peut-être une politique différente des autres, mais je n'ai pas du tout la prétention de penser que je saurais mieux gérer l'économie. Il faut des lois bien sûr, mais l'État stratège, cela n'a jamais fonctionné. Les plans de relance se sont effondrés les uns après les autres comme des châteaux de cartes. Les politiques qui croient faire de l'économie ne savent rien. Qu'ils laissent donc travailler les gens qui savent, les entrepreneurs. Il y a une violence légitime de l'État, elle doit exister, mais elle doit aussi rester d'ordre exceptionnel et toujours

par délégation du peuple. C'est le problème que j'ai avec l'Europe, qui est une civilisation, mais qui n'est pas un peuple et qui ne peut pas être une économie.

Je comprends que votre vision du libéralisme n'a rien à voir avec les pratiques de M. Macron... ni avec son européisme.

Emmanuel Macron n'est pas un libéral à la française, mais à l'américaine « a liberal », un homme de gauche, un social-démocrate qui pratique le capitalisme de connivence, connivence pour les hommes de Davos et connivence par les hommes de Davos (qui sont les mêmes que ceux de Bruxelles). Leur idée c'est d'arriver à un monde sans nature où tout serait contractualisé. Il faut déstructurer ou comme on dit déconstruire nos lois et nos sociétés. Ces hommes de Davos rencontrent une double convergence, avec les anciens trotskistes d'une part ; de Jospin à Taubira, ils ont la même ambition déconstructrice, et convergence avec les écolos d'autre part, qui, eux aussi, se sont donnés pour mission de reformater notre société. C'est l'image que donne aujourd'hui le Canada sous la houlette de Justin Trudeau, le « liberal », en fait un social-démocrate imbu de ce nouvel idéal déconstructeur. Cette nouvelle mentalité destructrice est particulièrement sensible dans les questions liées aux genres masculin et féminin et aux nouveaux genres, en particulier le genre indifférent. Au Canada, désormais, je dois respecter le genre indifférent. Je vois une fille mais, si je suis informée que je dois à son sujet, employer les nouveaux pronoms indifférents, je commettrais « un crime de haine », sévèrement puni par la loi, si je m'abstenais de le faire. Une réalité aussi naturelle que le sexe devient un objet de contrat. Il n'y a plus de vrai ou de faux. L'individu peut faire plier toute réalité à sa guise. Mais surtout, on reconstruit un bien et un mal à travers ce prisme, tout redevient moral, il y a les gentils (qui acceptent ce contractualisme universel) et les méchants (ceux qui le refusent). On est gouverné selon cette nouvelle idée du bien et du mal.

Pourquoi vous engager avec Nicolas Dupont-Aignan ? Croyez-vous encore dans ce serpent de mer qu'est l'union des droites ?

En m'engageant à Debout la France, je montre que je crois plus en l'homme que dans le Parti. Comme on dit en anglais, NDA est « un homme qui a mis ses pieds là où sa bouche était ». Il a montré qu'il voulait l'union des droites en tendant la main

à MLP. Il lui a fallu braver l'establishment politique pour faire cela. Comme l'a montré son attitude avec les GJ, il croit au peuple, il prend les intérêts de la France à coeur. Avec lui on économise les pensées d'appareil au profit d'impulsions authentiques, on est dans les commandos fusiliers marins plutôt que dans l'armée de terre. Il est vrai que les gens de droite ne sont pas d'accord sur tout. Bruno North du CNIP ou Jean-Frédéric Poisson, du PCD, tous deux participant aux amoureux de la France n'ont pas les mêmes idées surtout. En tout cas, il y a un sujet sur lequel les droites sont toutes d'accord, jusqu'à Laurent Wauquiez, un sujet sur lequel nous faisons bloc avec Nicolas Dupont- Aignan, parce que nous sommes à la veille d'une nouvelle bataille de Constantinople, c'est de reprendre nos frontières. Nous pouvons faire l'union des droites et nous devons la faire contre le Pacte de Marrakech.

“Sans liberté de blâmer....

« Sans liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur ». Cette citation de Beaumarchais qui orne la une du Figaro n'aura jamais été plus d'actualité qu'aujourd'hui.

Car oui, c'est en blâmant les dérives d'un certain islamisme sectaire que 11 hommes et une femme sont tombés hier. Cette liberté de blâmer a pu s'exercer dans notre démocratie car, contrairement à ce que les médias dispensent depuis deux jours, il existe bien une liberté d'expression et une liberté de la presse. Ces hommes sont morts de l'exercer.

Ainsi, au fil de ce que je lis, j'aimerais prendre le temps d'aller au fond de deux contre vérités diffusées sans relâches et qui elles, sont à blâmer.

Tout à d'abord , la soit disant atteinte au droit à la liberté d'expression (sic). Si le 7 janvier est une grave atteinte à la liberté d'expression alors j'imagine que le crash de l'avion sur les tours jumelles du 11 septembre fut pour vous une grave atteinte

à la liberté de circulation tant les deux notions ont à peu près la même logique.

Juridiquement, dans nos désormais vieilles démocraties, il est convenu d'appeler liberté d'expression la possibilité pour des écrits ou des paroles d'être diffusées sans contraintes du pouvoir politique.

Ainsi, quand Alexandre Soljenitsyne fut envoyé au goulag pour avoir critiqué Staline et ses actions militaires dans des missives privées, vous pouviez alors parler d'atteinte à la liberté d'expression. Une personne physique de Russie, un intellectuel n'avait pas le pouvoir, la possibilité de s'exprimer librement, ipso, la liberté d'expression était entravée.

De même, pour revenir sur l' affaire Dieudonné, les salles de concert avaient été fermées sur décision du Conseil d'Etat, par le pouvoir politique. Ainsi, nous avons les caractérisations d'une atteinte à la libre expression, dont on peut débattre mais les éléments étaient là : Expression publique d'une idée=contrainte politique.

Revenons au massacre Charlie Hebdo. A ma connaissance, il ne s'agit nullement d'une tentative de notre système politique pour réduire au silence des hommes et du reste, en imaginant que cela le fusse , que voudriez-vous donc comme loi pour répondre à cela ?

« La droit à la liberté d'expression implique que toute personne ayant des griefs contre une ou des publications devra se restreindre de toute atteinte à la K47 dans les locaux de la dite publication» ?

Il s'agit là, et je vous demande pardon de devoir écrire des évidences, d'une atteinte physique par des hommes qui ne respectent pas les modes d'expressions ayant cours dans notre démocratie afin de punir ceux qui l'exercent. Parler « d'atteinte à la liberté d'expression » est un total hors sujet et, si je comprends le souci des politiques de grimer la réalité, je suis consternée de constater que

beaucoup filent la métaphore sans même se donner la peine de réfléchir.

Car oui, évidemment, personne ne veut prendre le risque de stigmatiser une partie de la population Française, ce que je comprends aussi parfaitement. Ainsi, vous avez entendu comme moi que « la grande partie des musulmans en France est pacifique » et que « nous ne saurions accepter les amalgames ».

Il y a aujourd'hui 1,2 milliards de musulmans dans le monde et oui, je veux bien croire qu'ils ne seraient pas tous radicalisés, que la majorité seraient constituée de gens pacifiques. Les fondamentalistes sont ainsi estimés à entre 7 et 25 % selon les différents services de renseignements. C'est à dire entre 100 et 180 millions d'individus dédiés à la destruction du monde occidental quand même en passant.

C'est pour cela que nous devons nous soucier des radicaux. Parce que ce sont les radicaux qui tuent et force est de constater qu'ils ont assez peu d'humour sur la question.

Si vous regardez dans l'Histoire, la majorité des allemands étaient pacifiques. Ma grand- mère, femme d'officier dans les colonies pendant la guerre me disait toujours :« Mais comment pouviez vous imaginer ces atrocités ;ces officiers allemands étaient si beaux, si éduqués, si cultivés ».

Et pourtant, les petits hommes gris prirent le contrôle.

60 millions de morts, 14 millions dans les camps, 6 millions de juifs.

Ou était la majorité pacifique alors ?

En Russie, je crois aussi pouvoir dire sans problème que la majorité des russes

étaient pacifiques et pourtant, 20 millions de personnes ont été massacrées.

Ou était la majorité pacifique alors ?

En Chine, 70 millions de personnes sont aussi tombées sous les exactions communistes.

Ou était la majorité pacifique alors ?

Le problème n'est pas et n'a jamais été la majorité pacifique mais ce que cette majorité pacifique est prête à faire contre ses trublions. Car, je le répète, nous ne sommes pas face à un problème qu'il incomberait à l'Etat Français de gérer sur le fond.

Il n'est pas de loi, de programmes, de mise en place de numéro vert capables de changer la radicalisation des extrêmes. La question qui va se poser va l'être directement aux communautés religieuses musulmanes : aimez vous suffisamment la démocratie française pour protéger ses valeurs au delà de la fidélité aux vôtres ? Aimez vous suffisamment la France pour rejeter de votre sein ceux qui mettent en péril l'équilibre de tous?

La majorité pacifique doit se souvenir que la résistance est légitime chaque fois qu'un individu se trouve lésé et que ce n'est pas trahir que de confronter le tyran.

« Nul n'a l'obligation d'extirper tous les maux de la société, mais chacun à le devoir de ne pas y participer »

Henry David Thoreau

La femme de César: crime ou péché?

Il était un temps où la femme de César devait être irréprochable. L'icône du pouvoir devait incarner la douceur et la force, la tolérance et le respect. Fi de secret d'alcôve, la première dame n'était tolérée que gracieuse ou charitable.

Mais la normalité a encore frappée. La gauche a des « sentiments » et des passions comme tout le monde voyez-vous , comme les gens normaux de *Secret story* ou *Voici* doit-on comprendre en tout cas. On a reproché à Nicolas Sarkozy sa vulgarité, son côté outrancier et à juste titre pour beaucoup d'aspects mais laisser ainsi sans pudeur sa basse-cour s'écharper, convoiter des postes, se répandre dans les presses diverses, là voilà, LA vulgarité ultime.

Dieu qu'il est « normal » d'avoir ce genre de petits sentiments mais nous pensons bêtement, nous, le peuple que le pardon faisait parti de l'escarcelle de la normalité. Il semblerait qu'il n'en soit rien. Ceci pour la gestion par l'amour dans une certaine logique d'apaisement des âmes. Reste la pure stratégie.

Dans l'armée anglaise, il existe un vieux dicton qui va ainsi : « Mieux vaut avoir ses ennemis dans la tente car alors ils pissent à l'extérieur. » (Je vous laisse deviner ce que font ceux à l'extérieur de la tente en toute logique). Madame Trierweiler vient

de s'acheter cinq ans d'eau de javel à bon compte et par la même occasion a réussi à conférer à son ex rivale le rôle de victime expiatoire, que sans nul doute, René Girard lui conférerait. Mais qu'elle victoire à l'aube de la « République des justes » !

Car n'oublions pas qu'il s'agit là de la feuille de route de notre président « une France plus juste ». A ce propos, j'aimerais revenir sur l'excellent article de Benjamin Dorman paru dans Atlantico cette semaine.

<http://www.atlantico.fr/decryptage/comment-gauche-est-passee-morale-justice-benjamin-dormann-373713.html>

qui rappelle en effet à juste titre, que dans un état de droit comme le nôtre, la justice est tout d'abord une institution politique, avant d'être une vertu que l'on tente de s'approprier publiquement. **Il n'appartient ni à un président, ni un parti, ni à un média, ni à aucun citoyen de dire ce qui est juste et ce qui ne l'est pas.** C'est une notion que nous avons aussi préalablement évoqué dans un article intitulé (« Au secours Abelard , ils sont devenus fou) » sur la différence qui existe entre ce qui est juste et ce qui est moral. **Selon Abélard, il existait une distinction essentielle entre le crime et le péché.**

Le crime n'existait que s'il était reconnu par la loi, ce qui est le rôle de la justice. *Nulla crimen sine lege* (pas de crime qui ne soit reconnu par la loi) disait déjà le droit Romain et il est donc, du ressort de la puissance publique de le punir et de l'empêcher puisque tout crime est destructeur de l'ordre social.

Le péché, en revanche, ressort de la morale privée et il revient à Dieu de le punir. Chacun doit s'en repentir tout en essayant d'en corriger les effets par ses actions ultérieures. Ceci est ce qu'il est convenu d'appeler la morale

Il revient par conséquent à l'Etat de punir le crime, mais en aucun cas de sanctionner le péché. Aux yeux de la puissance publique, une action peut être un crime sans représenter un péché, tandis qu'un péché aux yeux de l'Eglise peut ne pas être du tout un délit aux yeux de la société. Certes dans un monde idéal, les

deux se recouperaient mais la morale est fluctuante d'une personne à l'autre alors que la justice, elle, doit être la même pour tous.

Ainsi, je m'interroge, s'il s'agit de rétablir une république des « justes », chère en son temps aussi au grand ordonnateur, feu le président François Mitterrand, qui aimait à rappeler la « *force injuste de la loi* », derrière quel paravent nos amis socialistes vont-ils s'abriter ? Celui de la morale ? de la vertu ?

Je me sentirais un peu serré aux entournures à la place de Monsieur Hollande de prôner une morale collective au nom de tous que semble-t-il les miens ne savent déjà pas comprendre....

Entendons nous, une république plus juste est en soit une feuille de route acceptable, mais encore convient-il de respecter les lois et les institutions de la République et non pas, comme l'induit Monsieur Hollande d'opposer la loi à la justice. Opposer la loi à la justice, c'est réintroduire au cœur de la démocratie la préférence pour une morale collective, voire une religion. A travers ce genre de discours, on perçoit bien que le socialisme n'est rien d'autre qu'une religion cherchant toujours, au nom d'une morale collective, à s'immiscer dans l'ordre de nos sociétés et mettre à mal un des derniers bastion de nos libertés individuelles : la loi.

Je n'ai pas de problème à ce que Monsieur Hollande, ses ex et ses actuelles aient une morale propre, mais qu'ils ne l'appellent pas « Justice ». Je ne viens pas lui dire comment tenir son intérieur ou meubler son salon, mais je refuse que sa moralité et la moralité des siens viennent au nom d'un soit disant ordre moral édicté en Justice, réformer les miens.

La morale n'est pas la Justice et Monsieur Hollande ne détient visiblement ni l'une ni l'autre.